

RÊVONS, GRÈVONS...

Le mouvement contre la réforme du code du travail est multiforme, et c'est tant mieux. Tout d'abord, une jeunesse scolarisée se révolte contre l'avenir que l'état-MEDEF lui prépare. Des journées de grève de fonctionnaires qui savent que leur sort est lié à celui du reste de la société, salariés d'une fonction publique où les contractuels, qui eux relèvent du code du travail, sont de plus en plus nombreux, salariés d'un secteur où la grève est plus simple qu'ailleurs. Des grèves éparses dans un secteur privé où les motifs de colère sont aussi très nombreux. Nuits Debout ! Où au delà de son lieu de travail, ou de non-travail, en grève, ou non, on peut rêver d'un autre monde et tenter de s'organiser pour changer celui-ci...

Tout le monde sait qu'un mouvement d'opinion ne suffira pas à faire reculer le gouvernement sur un projet d'une telle ampleur, réclamé par le patronat et voulu par la Commission Européenne. C'est à leur porte-monnaie qu'il faudrait frapper par des grèves reconductibles massives dans plusieurs secteurs. Mais nous nous trouvons devant le même mur depuis longtemps : il n'y a pas, ou très peu, d'auto-organisation des travailleurs, et les directions syndicales peuvent imposer leur agenda, elles qui avaient au départ prévu des journées de mobilisation très espacées. Elles sont en effet

plus habituées aux négociations et aux compromis qu'à la lutte sans concession. Sous la pression, elles ont cependant chaque fois fini par appeler aux journées fixées par les étudiants. Il faut dire qu'avec la clause du referendum dans les entreprises, qui permet de signer un accord sans passer par elles, ne pas aller au combat serait un suicide. Elles perdraient le dernier élément de rapport de forces qui leur reste, leur position institutionnelle de négociateurs.

L'enjeu est très important. En même temps que la fin de facto de la protection des salariés, le gouvernement impulse aussi une réforme sur le chômage (sur laquelle quelques victoires viennent d'être remportées pour les intermittents) et une attaque d'ampleur contre les cheminots. Ils y vont au bulldozer, alors que nous sommes encore plombés par la défaite du mouvement pour la retraite de 2010. Nous n'avons pas le choix. Nous devons gagner quelque chose. Et ce quelque chose, nous ne pouvons le gagner que dans les luttes, en ne nous remettant entre les mains de personne, ni des directions syndicales, ni d'une hypothétique recomposition de la gauche pour les prochaines élections : ce coup là, on nous le fait maintenant depuis 35 ans.

La « grève par procuration », dont on a parlé à propos du mouvement de 1995 des cheminots, et qui semble une tentation aujourd'hui lorsqu'on s'en remet à la mobilisation des jeunes, a fait la preuve de son échec. Le gouvernement et le MEDEF ne craignent qu'une chose : l'extension de la grève dans le privé et la jonction entre les salariés en lutte et la jeunesse mobilisée. C'est à ça que nous devons nous atteler dans la mesure de nos moyens. En étendant les grèves comme nous pouvons. En multipliant les actes de solidarité réciproque. En s'organisant du mieux que nous pouvons pour éviter que d'autres nous organisent. Et en ne nous laissant pas diviser par la répression. Le pouvoir a envoyé ses bandes armées pour se défendre, normal quoiqu'un peu disproportionné en terme de forces en présence. Leur tactique : provoquer jusqu'au déclenchement d'affrontements pour ensuite isoler des morceaux de manifs en les désignant comme casseurs. Lorsqu'on remet en cause ce monde, on se heurte forcément à la violence du pouvoir, mais ce ne peut pas être un but en soi. Ne nous laissons pas intimider, mais gardons en tête nos objectifs : extension de la grève, des occupations de places, des actions de solidarité...

Organisation Communiste Libertaire

CC BY-SA 4.0